



UNIVERSITE OUAGA II

Centre d'Etudes, de Documentation
et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)

REVUE ECONOMIQUE ET SOCIALE AFRICAINE

Série Sciences Économiques

La soutenabilité de la dette publique congolaise :
une évaluation économétrique

Guy B. BOULOU

Du boom minier au Burkina Faso : opportunité pour
un développement durable ou risques de péril pour
les générations futures

Issaka DIALGA

Les effets redistributifs des réformes de l'impôt sur le
revenu au Burundi

Frédéric NIMUBONA

Analyse des déterminants de la croissance
économique au Togo

Abdou-Fataou TCHAGNAO

La REVUE CEDRES-ETUDES « séries économiques » publie, semestriellement, en français et en anglais après évaluation, les résultats de différents travaux de recherche sous forme d'articles en économie appliquée proposés par des auteurs appartenant ou non au CEDRES. Avant toute soumission d'articles à la REVUE CEDRES-ETUDES, les auteurs sont invités à prendre connaissance des « recommandations aux auteurs » (téléchargeable sur www.cedres.bf).

Les articles de cette revue sont publiés sous la responsabilité de la direction du CEDRES. Toutefois, les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.

En règle générale, le choix définitif des articles publiables dans la REVUE CEDRES-ETUDES est approuvé par le CEDRES après des commentaires favorables d'au moins deux (sur trois en générale) instructeurs et approbation du Comité Scientifique.

La plupart des numéros précédents (58 numéros) sont disponibles en version électronique sur le site web du CEDRES www.cedres.bf

La REVUE CEDRES-ETUDES est disponible au siège du CEDRES à l'Université de Ouagadougou dans toutes les grandes librairies du Burkina Faso et aussi à travers le site web : www.cedres.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Pr Idrissa M. OUEDRAOGO, Université Ouaga 2

COMITE EDITORIAL

Pr Pam ZAHONOGO, UO2 Editeur en Chef

Pr Yves ABESSOLO, Université
Yaoundé II

Pr Denis ACCLASATO, Université
d'Abomey Calavi

Pr Akoété AGBODJI, Université de Lomé

Pr Chérif Sidy KANE, Université Cheikh Anta
Diop

Pr Médard MENGUE BIDJO, Université Omar
Bongo

Pr Mathias Marie Adrien NDINGA, Université
Marien N'Gouabi

Pr Jean Louis NKOULOU NKOULOU Université
Omar Bongo

Pr Abdoulaye SECK, Université Cheikh
Anta Diop

Pr Charlemagne IGUE, Université
d'Abomey Calavi

SECRETARIAT D'EDITION

Dr Samuel Tambi KABORE, UO2

Dr Théodore Jean Oscar KABORE, UO2

Dr Jean Pierre SAWADOGO, UO2

Dr Kassoum ZERBO, Université Ouaga 2

COMITE SCIENTIFIQUE DE LA REVUE

Pr Géro Fulbert AMOUSSOUGA, Université
d'Abomey Calavi

Pr Abdoulaye DIAGNE, Université Cheikh
Anta Diop

Pr Adama DIAW, Université Gaston Berger de
Saint Louis

Pr Albert ONDO OSSA, Université Omar Bongo

Pr Mama Ouattara, Université Université Félix
Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Idrissa OUEDRAOGO, Université Ouaga 2

Pr Kimséyinga SAVADOGO, Université Ouaga 2

Pr Gnderman SIRPE, Université Ouaga 2

Pr Nasser Ary TANIMOUNE, Université
d'Ottawa (Canada)

Pr Gervasio SEMEDO, Université de Tours

Pr Pam ZAHONOGO, Université Ouaga 2

UNIVERSITE OUAGA II

Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)



REVUE CEDRES-ETUDES

Revue Economique et Sociale Africaine

REVUE CEDRES-ETUDES

Série Sciences Économiques - N°59

1^{er} Semestre 2015

SOMMAIRE

La soutenabilité de la dette publique congolaise : une évaluation économétrique..... 11

Guy B. BOULLOUD

Du boom minier au Burkina Faso : opportunité pour un développement durable ou risques de péril pour les générations futures.....27

Issaka DIALGA

Les effets redistributifs des réformes de l'impôt sur le revenu au Burundi..... 47

Frédéric NIMUBONA

Analyse des déterminants de la croissance économique au Togo..... 69

Abdou-Fataou TCHAGNAO

EDITORIAL

Ce deuxième numéro de l'année 2014 marque la continuité de parution de la revue. Ce numéro 59 marque le tout premier numéro consacré exclusivement à l'économie où la mention « Série Sciences Economiques » y est ajoutée. Cette spécification est mentionnée pour tenir compte des suggestions qui avaient été faites lors de la session 2014 du Comité Technique Spécialisé (CTS) Sciences Economiques et Gestion du CAMES. Il avait en effet été recommandé de séparer les articles d'économie de ceux de gestions. C'est pour ce faire, que la Revue CEDRES aura désormais deux séries : la Série Sciences Economiques et la Série Sciences de Gestion.

Le numéro 59 est pour ainsi dire, la première de la série Sciences Economiques. Les sujets traités sont très variés allant des questions macroéconomiques telles que la dette publique, l'imposition la croissance économique aux questions environnementales avec l'exploitation aurifère.

Le premier article, de Guy Bouloud (Université Marien Ngouabi), traite de la soutenabilité de la dette publique congolaise. Il montre économétriquement que, de 1970 à 2012, celle-ci n'est pas soutenable. L'alternative à ce problème, selon l'auteur, passe par une diversification de ses sources de revenus afin de ne plus dépendre uniquement du pétrole.

Le second article, présenté par Issaka Dialga (Université de Nantes), met en évidence les velléités de l'exploitation de l'or dans des perspectives de développement durable au Burkina Faso. L'auteur montre de manière empirique le caractère mitigé de l'exploitation soutenable de l'or. Toutefois, il exprime l'idée selon laquelle l'exploitation de la ressource pourrait être un tremplin pour un bon développement à la condition de prise en compte des principes de bonne gouvernance».

L'article de Frédéric Nimubona (Université de Bujumbura) suivant aborde une question macroéconomique qui est celle de l'effet redistributif de l'impôt pour le Burundi. Il s'agit à travers la redistribution de traiter des aspects d'équité verticale et horizontale dans la recherche d'une certaine justice. Pour l'auteur, les résultats obtenus présentent de faibles performances redistributives et orientent vers une réforme fiscale supplémentaire pour améliorer.

Le dernier article présenté par Abdou Tchagnao (Université de Lomé), analyse les déterminants de la croissance économique au Togo. Les résultats mettent en avant des faiblesses au niveau institutionnel et en termes d'efficacité économique comme variables déterminantes dans la croissance économique. L'auteur encourage à la mise en œuvre de politiques économiques efficaces et l'amélioration de la gouvernance.

Pr Idrissa OUEDRAOGO

Directeur de Publication

ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU TOGO

Abdou-Fataou TCHAGNAO

Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
(Fa.SEG), Université de Kara (Togo), BP. 43 Kara- Email : tchagnao2004@yahoo.fr

Résumé

L'objectif du présent article est d'identifier les principaux déterminants de la croissance économique au Togo sur la période 2012-2014. En utilisant deux approches complémentaires à savoir celle basée sur la comptabilité de la croissance et l'estimation économétrique, les résultats de l'étude montrent un effet positif des variables d'accumulation et un effet négatif des variables structurelles et institutionnelles sur la croissance économique aussi bien à court qu'à long terme. De plus, la productivité globale des facteurs (PGF) reste négative sur toute la période de l'étude. Les résultats obtenus s'expliquent par la faiblesse de l'efficacité économique, le manque de compétitivité de l'économie et la faiblesse du cadre institutionnel. Pour une mise en œuvre plus efficace de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), initiée par le gouvernement, l'article milite en faveur de la conception et de la mise en œuvre des politiques nationales pour améliorer l'efficacité économique et pour la promotion de la bonne gouvernance au Togo.

Mots-clés : Croissance économique – Productivité globale des facteurs- Comptabilité de la croissance

Abstract

The purpose of this paper is to identify the key determinants of economic growth in Togo over the period 1980-2014. Using two complementary approaches namely growth accounting and econometric techniques, the results of the study show a positive effect of accumulation variables and a negative impact of structural and institutional variables on economic growth, both in the short and long term. Moreover, the total factor productivity (TFP) remains negative throughout the study period. The results of the study are explained by the weakness of economic efficiency, the lack of competitiveness in the economy and institutional weakness. For a more efficient implementation of the Strategy for Accelerated Growth and Employment Promotion (SAGEP), initiated by Government, this paper argues in favor of the conception and implementation of more rational policies to improve economic efficiency and for the promotion of good governance in Togo.

Keywords : Economic Growth - Total Factor Productivity – Growth Accounting

JEL Classification: E10 ; O40.

ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU TOGO

Introduction

L'amélioration du niveau de vie de la population et la garantie du bien-être social sont les objectifs ultimes des pouvoirs publics. Quelles que soient les politiques suivies, ces objectifs ne peuvent être atteints sans une croissance économique soutenue et durable. La croissance économique est synonyme de l'amélioration de la production des biens et services, de créations de richesses. Elle assure, lorsqu'elle est bien exploitée, la prospérité économique, sociale et humaine et la création d'emplois. Pour toutes ces raisons, la compréhension des mécanismes de la croissance, de ses sources ou de ses déterminants ont toujours été un souci majeur pour les économistes des différentes écoles de pensée, les décideurs et les concepteurs de politiques économiques. Il est clair que la croissance économique n'est pas une panacée pour les problèmes du pays, mais elle facilite l'implémentation des politiques publiques qui complètent les insuffisances de la croissance économique. Bref, la croissance est une condition nécessaire pour assurer le bien-être social.

A l'instar de la plupart des pays en développement, la nécessité d'assurer une croissance économique forte et durable s'est imposée au Togo comme un moyen pour remédier aux multiples problèmes socioéconomiques qui hypothèquent l'avenir du pays. Ainsi, avec l'ampleur des problèmes économiques et les déficits sociaux caractérisés par le chômage des jeunes, la pauvreté, la perte du pouvoir d'achat des ménages ces dernières années, les Autorités ont compris que les solutions conjoncturelles ou partielles ne peuvent à elles seules servir efficacement de remèdes à ces multiples problèmes. Ceci a conduit le gouvernement à initier un programme quinquennal (2013-2017) dénommé « Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) » dont les axes stratégiques visent: i- le développement des secteurs à fort potentiel de croissance ; ii- le renforcement des infrastructures économiques ; iii- le développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi ; iv- le renforcement de la gouvernance, enfin, v- la promotion d'un développement participatif, équilibré et durable. Le but étant de faire du Togo un pays émergent à l'horizon 2030 avec une croissance annuelle moyenne de 7,1%. Ce programme initié par le gouvernement est le résultat de la décroissance que connaît le pays depuis près de trois décennies.

En effet, au lendemain des indépendances, l'environnement macroéconomique a été marqué par des retombées favorables pour l'économie togolaise avec des performances très satisfaisantes. Ce qui a quasiment permis un doublement du revenu par habitant en l'espace de deux décennies. Selon une estimation de la Banque mondiale, si le Togo avait maintenu son rythme de croissance des années 1960 (5,8% par an et par habitant), il devrait acquérir en 2008, le statut de pays à revenu moyen avec un PIB par tête comparable à celui des pays comme les Philippines, le Honduras et l'Egypte. Malheureusement, depuis les années 80 à nos jours, le constat reste amer car la situation est essentiellement marquée par un retournement des tendances sur le plan économique avec une baisse de la croissance économique, une augmentation des déficits budgétaires et de la balance des paiements alors que le pays connaît une forte croissance démographique. Le corollaire est la baisse tendancielle du niveau de vie de la population.

Les contre-performances enregistrées depuis près de trois décennies sont le reflet d'un ensemble de goulots d'étranglement à la fois économiques, sociopolitiques et institutionnels enchevêtrés qui masquent les effets réels des politiques économiques initiées par l'Etat. En dépit des efforts consentis via les multiples programmes de politique de relance économique, la situation actuelle ne semble pas apporter des résultats assez probants permettant au Togo de renouer avec la croissance obtenue dans les années 60. Elle est d'autant plus complexe que

dans ce monde en pleine mutation, marqué de plus en plus par une mobilité croissante des capitaux, des biens et services et des personnes, les stratégies de croissance avérées ne peuvent s'appuyer que sur une connaissance réelle des caractéristiques de l'économie nationale. Car, il ne s'agit plus d'augmenter par exemple, le niveau global des investissements ou attirer des quantités croissantes des investissements directs étrangers (IDE) pour prétendre à un taux de croissance à deux chiffres, mais savoir sur quel type d'investissement il conviendrait d'agir et la nature des IDE à attirer. Cette analyse rétrospective des principaux facteurs de croissance s'avère nécessaire pour mieux identifier les contraintes qui pèsent sur l'environnement macroéconomique et cibler davantage les piliers sur lesquels le pays doit orienter ses efforts dans la perspective d'une croissance forte et durable.

Le présent article a pour objectif d'identifier les principaux facteurs qui expliquent la croissance économique au Togo. De façon spécifique, il s'agit de : i- faire un diagnostic sur la croissance économique depuis les années 60 à nos jours ; ii- étudier les effets des facteurs structurels, économiques et institutionnels sur la croissance économique entre 1980 et 2014 ; enfin, iii- formuler des recommandations de politique économique pour la relance économique au Togo.

L'article est organisé de la manière suivante.

La première section présente les approches théoriques et empiriques de la croissance économique. *La deuxième section*, est consacrée à l'aperçu sur la croissance économique au Togo au cours des 52 dernières années.

La troisième section présente la méthodologie d'analyse des sources de la croissance.

Dans *la quatrième section*, nous procédons, en utilisant les bases de données nationales et internationales et les modèles de régression, à la quantification proprement dite de l'effet des déterminants sur la croissance économique au Togo sur la période 1980 -2014.

Enfin, la conclusion synthétise les différents résultats obtenus et leurs implications en termes de politiques de développement.

I- Approches théoriques et empiriques de la croissance économique

La croissance économique, par son importance en termes de création de richesses, de prospérité et d'amélioration des niveaux de vie a été et continue d'être l'une des préoccupations majeures de la science économique. Selon certains économistes, sans croissance rapide et durable, il n'y aura guère d'espoir de réduction sensible de la pauvreté dans les pays à faible revenu dont un plus grand nombre se situe en Asie du Sud et en Afrique [Dollar et Kraay (2001), Dollar (2003) et Panagariya (2010)]. Le nombre impressionnant d'études, d'articles et de livres publiés sur le sujet témoigne de cette importance. Les principales questions abordées par cette riche littérature sont liées à la vitesse de croissance : qu'est ce qui explique que certains pays connaissent des taux de croissance plus rapides que d'autres, autrement dit, quels sont les déterminants de la croissance économique ? Plusieurs modèles de croissance ont été proposés dans ce sens.

I.1- Les réflexions théoriques

La théorie moderne de la croissance économique trouve ses origines dans les contributions de Solow (1956). Les premiers modèles de croissance néoclassiques considéraient deux facteurs de production, le capital et le travail et mettaient l'accent sur l'accumulation du capital comme facteur de croissance. Le modèle de Solow proposé en 1956 constitue le point de départ et la pierre angulaire de beaucoup d'analyses et de modèles proposés par la suite. Ce modèle se base sur l'hypothèse de marchés compétitifs et donc les facteurs de production sont rémunérés au taux marginal de leur contribution à la production. Il considère un taux d'épargne et un taux de croissance de la population fixes et entièrement exogènes. Le capital et le travail sont les seuls facteurs de production. La productivité du travail est augmentée grâce à un facteur multiplicateur

représentant l'efficacité du travail ou le progrès technologique qui croît à un taux fixe exogène. Dans ce modèle les rendements d'échelle sont constants et les rendements des facteurs sont décroissants par rapport à chaque facteur de production. Les principales conclusions de ce modèle peuvent être résumées comme suit : - à long terme, la production par tête croît à un taux exogène qui est le taux du progrès technique, ce qui fait que ce modèle, dont l'objectif est d'expliquer la croissance économique, la laisse en réalité complètement inexpliquée. En fait la conséquence de ceci est qu'en l'absence d'amélioration technologique, le PIB par tête doit rester constant ; les données montrent que ce n'est pas le cas - vu les rendements décroissants du facteur capital, la production par tête dans les pays les moins avancés tend à croître plus rapidement que dans les pays développés ; phénomène de convergence absolue décrit par plusieurs auteurs [Romer (1986) ; Lucas (1988) ; De Long (1988) ; Barro (1991) ; Baumol (1986) ; Baumol et al. (1994) ; Barbone et Zalduendo (1996)].

Un défaut majeur du modèle de Solow est de considérer que le taux de croissance de long terme dépend de deux facteurs ; le taux de croissance de la population et le niveau du progrès technologique qui ne sont pas déterminés par le modèle lui-même, ils sont exogènes au modèle. Pour la croissance de la production par tête, seul le progrès technologique importe, et puisque cette variable est exogène dans le modèle, le taux de croissance de la production par tête lui-même est exogène. Donc ce n'est pas une théorie de croissance endogène dans laquelle le taux de croissance du PIB par tête est déterminé par le modèle.

En réaction aux défauts de la théorie néoclassique de la croissance et de son incapacité à expliquer une partie des faits observés, le milieu des années 80 a vu émerger un groupe de modèles expliquant la croissance à long terme de façon endogène par le relâchement des hypothèses de rendements décroissants du capital et en rendant le progrès technique endogène au modèle. Ces théories sont qualifiées de théories de croissance endogènes [Romer (1986), Lucas (1988), Aghion et Howitt (1998), Caballero et Engel (1998), Caballero et Jaffe (1993), Helpman et Trajtenberg (1998), Jones (1999)]. Celles-ci cherchent à expliquer la croissance par des variables déterminées de façon endogène dans le modèle.

Les principaux apports de ces théories consistent d'une part à l'introduction de l'éducation et le remplacement de la vision restreinte du capital comme étant un stock physique par une notion plus large incluant le savoir et le stock de connaissances accumulées dans la nation, on parle alors de capital humain et par conséquent le rôle de l'éducation est mis en exergue [Schultz (1961) ; Becker (1964) ; Spence (1974) ; Mincer (1974)]. Il consiste d'autre part, dans l'introduction de la possibilité d'externalités. Par exemple, Hénin et Ralle (1994) soutiennent dans cette perspective que le capital humain engendre de fortes externalités positives lorsqu'il est possible de communiquer et d'interagir avec d'autres personnes présentant le même niveau de connaissance : ce sont des externalités de réseau. Ces externalités qui proviennent de la diffusion du savoir et des bénéfices externes du capital humain contribuent à faire obstacle aux rendements décroissants du capital physique accumulé. D'autres variables ont été aussi introduites dans ces modèles notamment, la recherche et développement (R&D) et l'innovation technologique.

Toutefois, une vaste littérature s'est accumulée ces dernières années pour montrer que les variables macroéconomique ne sont pas suffisantes pour tirer la croissance économique, et que celles-ci devraient s'accompagner des réformes institutionnelles. Se basant sur le produit intérieur brut par habitant comme mesure du développement économique, nombre d'économistes soutiennent que les différences constatées au niveau mondial pourraient s'expliquer par la qualité des institutions. La croissance serait forte lorsque les institutions fonctionnent bien et faible lorsqu'elles sont déficientes. En améliorant certaines lois et leur application, il est possible de stimuler la croissance économique en particulier pour les pays Africains. Ce regain d'intérêt pour les institutions fait suite aux travaux issus de la nouvelle économie institutionnelle (North,

1990). Depuis lors, les organismes internationaux comme le FMI, le PNUD et la Banque Mondiale font largement référence aux rôles des institutions dans leurs recommandations, affermissant ainsi l'académisme de l'approche.

1.2- Les analyses empiriques

Bien qu'il soit facile d'identifier d'une manière théorique les facteurs de croissance économique, les recherches empiriques au sein des pays et entre groupes de pays ne cessent de créer des divergences sur les principaux déterminants de la croissance économique. Les facteurs généralement cités et qui ont fait l'objet d'analyses empiriques sont de trois ordres ; ceux liés au processus d'accumulation, les facteurs institutionnels et les facteurs liés aux changements structurels et à la stabilité macroéconomique.

Dans leur étude comparative mettant en évidence les performances de développement entre les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord (MENA) avec un échantillon de pays à revenus intermédiaires, Nicet-Chenaf et al. (2014), montrent que les économies de la région MENA contrastent fortement avec d'autres économies émergentes à revenu intermédiaire à l'égard de deux dimensions principales: la structure sectorielle de la production et l'environnement institutionnel. D'autres auteurs soulignent que, le Japon, la Corée du Sud et le Taiwan ont atteint le stade des pays développés parce qu'ils ont réussi à transformer la structure de la production à travers le développement de hautes activités productives (Kim et Lau, 1994). Les études empiriques réalisées par Berg et al. (2012) ; McMillan et Rodrik (2011) montrent que l'augmentation soutenue du PIB va de pair avec des changements structurels et le redéploiement des facteurs capital et travail des entreprises moins productives vers celles plus productives. Plusieurs études récentes ont également mis en évidence les obstacles d'ordre institutionnelles, économiques et politiques qui empêchent les pays d'Asie Central et d'Amérique Latine à réaliser une forte productivité des facteurs et la croissance économique qui leur permettront de converger vers les économies développées (Agénor et al., 2012 ; Felipe et al. 2012 ; Eichengreen, et al. 2011. Banque mondiale, 2012). S'appuyant sur les expériences des pays asiatiques Nelson et Emballe (1999) ont montré qu'une fois que l'accumulation du capital et du travail atteint un niveau suffisant, une allocation efficiente de ces facteurs dans les industries productives serait une condition pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois. Certaines variables spécifiques affectant la croissance ont également fait l'objet de plusieurs études empiriques. Par exemple, dans une étude empirique portant sur 98 pays, Barro (1991) établit une relation positive et significative entre le capital humain mesurée par le taux d'inscription au primaire et la croissance économique. Joseph et al. (1998) en analysant le lien entre l'approfondissement financier et la croissance dans les pays de l'UEMOA pour la période 1970-1995, rejettent toute influence de l'approfondissement financier sur les taux de croissance. Les auteurs expliquent ces mauvais résultats par la détresse des systèmes bancaires des pays de l'union sur la période. De même Soumare (2009) analyse la « contribution du financement bancaire à la croissance économique au Mali ». Il aboutit à la conclusion que le crédit bancaire agit négativement sur la croissance et les dépôts agissent positivement mais faiblement sur elle. Les mêmes résultats ont été établis par Kehu (2007) qui montre que les crédits accordés par les banques au secteur privé ne génèrent pas une croissance positive pour la Côte d'Ivoire.

S'agissant des variables institutionnelles, North (1990) développe un ensemble d'analyses pour expliquer diverses situations historiques, notamment le développement des marchés financiers et la croissance. En trame de fond, il ressort que l'environnement institutionnel a un impact important sur le fonctionnement du secteur financier et la croissance. Par la suite, cette idée sera relayée et confirmée par plusieurs études. Selon les résultats d'une étude réalisée par Edison (2003), si les institutions des pays africains subsahariens étaient portées au niveau de celles des pays étudiés, le PIB par habitant serait relevé de 150% et la croissance annuelle de

près de 1,7 points de pourcentage. Plusieurs économistes ont ainsi mis en évidence l'effet des variables institutionnelles sur la croissance économique : la démocratie [Barro (1996)], le respect des droits de propriété [Clague, Keefer et Olson (1996)], l'instabilité politique [Alesina et Perotti (1994), Acemoglu, Johnson et Robinson (2004), Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002)].

2- Aperçu sur la croissance économique au Togo : 1960 – 2014

L'économie togolaise connaît une évolution qui peut être subdivisée en cinq phases à savoir : i- la conjoncture favorable des années 60 à 74 ; ii- le déclin amorcé à partir du milieu des années 70 ; iii- la reprise économique dans la deuxième moitié des années 80 ; iv- l'effondrement entre les années 90 et 2005; v- une quasi reprise timide depuis 2006.

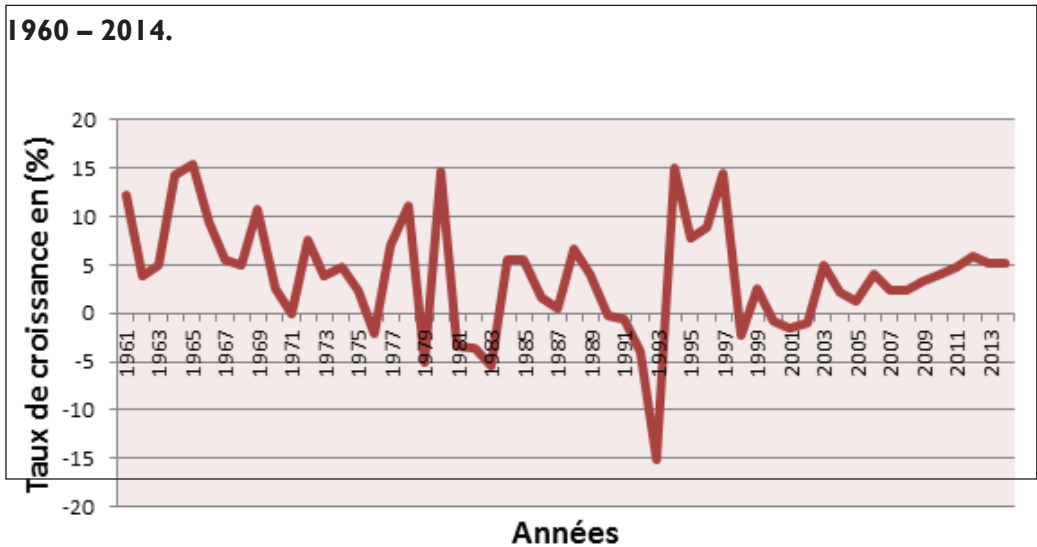
En effet, le Togo a bénéficié des retombées positives de l'environnement international favorable des années 60 à 74 marquées par une production mondiale en progression, une forte demande des produits primaires dont les cours étaient favorables et la disponibilité de ressources (intérieures et extérieures) pour l'investissement. Ce qui a occasionné de larges programmes en matière d'investissements publics se traduisant par une croissance forte et soutenue entre 1960 et 1974 avec un taux de croissance réel moyen de 7,21% sur la période.

Cependant, entre le milieu des années 70 et le début des années 80, l'économie togolaise va souffrir d'une sécheresse qui prévaut dans la sous-région ainsi que des effets néfastes de la conjoncture économique qui ont marqué les pays du monde. Une telle situation s'est traduite par l'apparition des taux de croissance négatifs de -2% en 1976, -5% en 1979 avec un taux de croissance réel annuel moyen à 2% sur la période. Même si le pays a connu quelques années de prospérité (en 77, 78 et 80), celle-ci n'a pas été stable comparativement à la période précédente.

Pour corriger les déséquilibres macroéconomiques et permettre la reprise d'une croissance durable, il fallait, par des mesures appropriées, s'attaquer aux problèmes fondamentaux de politiques économiques, de gestion et d'aménagement du cadre juridique et institutionnel du pays en difficulté. C'est ainsi que le pays a été contraint de recourir à des réformes de politiques économiques, les programmes d'ajustement structurel (PAS) avec le concours des institutions de Bretton Woods que sont, la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) au début des années 80. La période sous-ajustement sera marquée par un certain retour à la croissance économique entre 1984 et 1989 avec un taux de croissance annuelle moyen de 4,33%. On pourrait donc conclure que, si les politiques d'ajustement structurel n'ont pas permis de retrouver la croissance des années 60, elles auraient eu quelques effets positifs sur l'économie togolaise. Néanmoins, les conclusions ci-dessus doivent être nuancées si l'on considère l'impact réel des PAS sur les conditions sociales. Ceci reviendrait à soutenir l'hypothèse d'un effet ambigu de ces politiques sur les performances économiques au Togo.

La quatrième phase (début des années 90 à 2005) sera essentiellement caractérisée par de fortes instabilités à la fois économiques et politiques. Le contexte économique a été marqué par de profonds troubles ayant entraîné la rupture de la coopération avec les principaux pays partenaires. Le problème va encore s'aggraver en 1994 lorsque l'ensemble des pays de la zone franc CFA va subir une dévaluation de leur monnaie. Celle-ci, conformément aux théories avancées, visait à redonner une certaine compétitivité aux pays de la zone franc afin de rompre avec la situation de crise dont ils étaient victimes depuis les années 80. Ainsi, la hausse des exportations moins onéreuses induites par cette politique devrait permettre de financer les importations des biens et services des pays considérés. Toutefois, si au plan théorique, ces arguments peuvent être soutenables, dans les faits, l'effet de la dévaluation pour certains pays a été très mitigé.

Graphique I : Evolution du taux de croissance économique entre



Source :Auteur, données de la Banque mondiale.

Il convient de noter que la rupture de la coopération et la dévaluation du franc CFA ont eu de fortes répercussions sur l'environnement économique au Togo se traduisant par une baisse de la croissance économique. Bien que, les premières années ayant suivi la dévaluation soient marquées par une forte croissance du PIB, celle-ci s'est très vite effondrée (voir graphique I).

Enfin, une certaine reprise semble être amorcée ces dernières années. En effet, les efforts déployés par le Togo ont permis de renouer avec la croissance du PIB réel. Depuis 2006, le Togo enregistre une croissance relativement stable. De 2,4% en 2008, le taux de croissance est passé respectivement de 3,4% en 2009 à 5,1% en 2014. Cette croissance reste toutefois en deçà des performances réalisées par le pays dans les années 60. Une telle situation a pour incidence d'empêcher le pays de faire face non seulement aux problèmes internes mais aussi de respecter certains de ses engagements au niveau sous-régional. Ce qui nous pousse à nous interroger sur les facteurs susceptibles d'expliquer ces tendances.

3- Méthodologie

Cette étude utilise deux approches complémentaires pour examiner les sources de la croissance économique au Togo. Il s'agit de la comptabilité de la croissance qui est un exercice visant à identifier la contribution de chacun des facteurs de production à la croissance économique et l'estimation économétrique. L'approche économétrique vise à tester l'impact de trois types de variables sur la croissance économique. Il s'agit des variables traditionnelles généralement mis en évidence dans les modèles que nous qualifions de variables d'*accumulation*, celles liées aux *changements structurels* et à la *stabilité macroéconomique* et les variables *institutionnelles*.

3.1- Spécification du modèle d'analyse

Pour analyser l'incidence des différentes variables sur la croissance économique au Togo, nous considérons un modèle de Solow augmenté qui nous permettra de tester l'effet des différents types de variables sur la croissance. L'équation à estimer peut ainsi prendre la forme suivante :

$$\Delta \text{Log}Y_t = \theta_0 + \psi X_t + \beta W_t + \delta Z_t + \varepsilon_t \quad (1)$$

Dans cette formulation Y_t désigne le Produit intérieur brut (PIB), X_t est le vecteur des variables d'*accumulation* déterminées suivant le modèle de croissance augmenté de Solow, à savoir le modèle de Mankiw et al. (1992). Ce vecteur comprend trois types de variables d'*accumulation* ; le *capital physique* (investissement, Inv), le *travail* (population active Pac) et le *capital humain* ($Hcap$) mesuré par le nombre moyen d'années d'études ou l'espérance de vie à la naissance. W_t regroupe les déterminants liés aux *changements structurels* de l'économie et à la *stabilité macroéconomique*. Les déterminants structurels mis en évidence sont liés aux changements intersectoriels et à la diversification de l'économie. En s'appuyant sur les travaux de Imbs et Warczziag (2003) et Temple et Woebmann (2006), et des données existantes, nous considérons la part de la valeur ajoutée du secteur agricole dans le PIB ($Agri$), le taux d'inflation (Inf), l'approfondissement financier mesuré par la part des crédits octroyés au secteur privé dans le PIB ($Cred$), l'ouverture extérieure (Ouv), calculé comme la moyenne des exportations et des importations dans le PIB, le flux des investissements directs étrangers (Ide) et le déficit budgétaire rapporté PIB ($Deft$). Enfin Z_t est le vecteur regroupant les variables institutionnelles. Etant donné le degré de corrélation qui existe entre les indicateurs de gouvernance, le rôle des institutions sera mesuré par l'indicateur de corruption (Icc) qui est un indicateur complet permettant de prendre en compte la qualité de la gouvernance économique et politique. Ainsi sous sa forme explicite l'équation (1) peut être spécifiée comme suit :

$$y_t = a_0 + a_1 Inv_t + a_2 Pac_t + a_3 Hcap_t + a_4 Inf_t + a_5 Deft_t + a_6 Cred_t + a_7 Ouv_t + a_8 Ide_t + a_9 Icc_t + a_{10} Agri_t + \varepsilon_t \quad (2)$$

3.2 Technique d'estimation et données

L'équation (2) est celle qui sera estimée dans la partie économétrique. La méthode d'estimation est celle des moindres carrés ordinaires (MCO) compte tenu de la nature des données qui sont des séries temporelles. Toutefois, différents tests économétriques seront appliqués pour analyser la nature et les caractéristiques des données qui proviennent des bases de la Banque mondiale (*World Development Indicators, WDI*) et des statistiques des pays africains (*African Statistics Yearbook*).

4- Analyse quantitative et économétrique des déterminants de la croissance économique

Cette section est consacrée à la quantification des effets des variables sur la croissance au Togo au cours de la période 1980-2014. Cette quantification est scindée en deux étapes : une consacrée à la comptabilité de la croissance et l'autre à l'estimation économétrique.

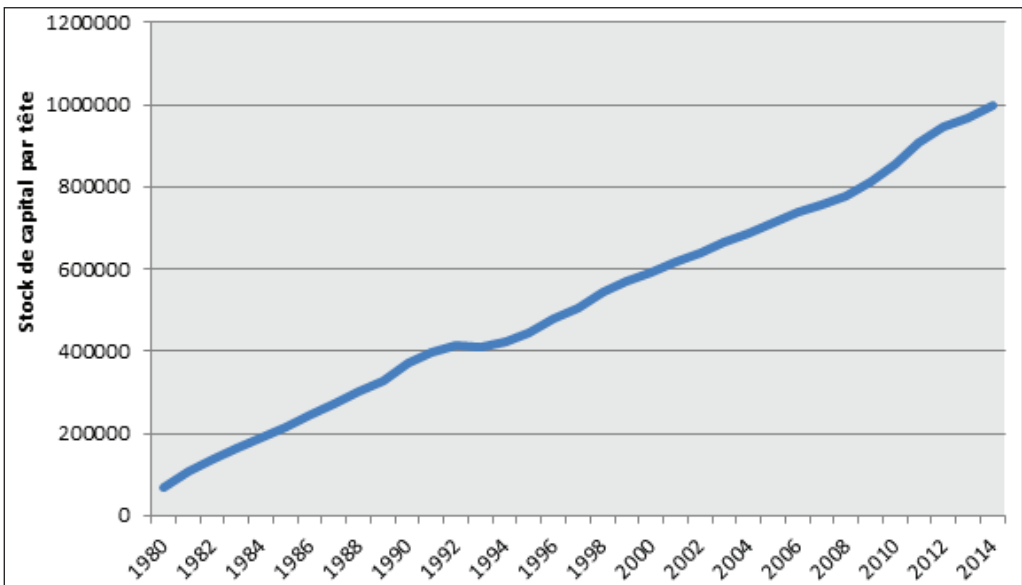
4.1-Comptabilité de la croissance

La comptabilité de la croissance consiste à identifier les contributions de chacun des facteurs de production à la croissance économique. Pour les séries nous utilisons le PIB en termes réels mesuré en F CFA. Pour le travail (L), nous considérons la population active. Pour la série stock de capital, sa reconstitution se fonde sur l'approche utilisée par Bosworth et Collins (2003)¹. Le stock de capital en F CFA constant de 1980 sera reconstitué comme suit : pour l'année 1980 nous prenons comme stock de capital le 1/3 du PIB réel de l'année 1970 ; ensuite, pour les années 1981 à 2014, nous reconstituons la série sur la base d'un taux de dépréciation du capital de 5% selon la dynamique suivante :

$$K_{t+1} = 0,95 \cdot K_t + FBCF_{t+1} \quad (3)$$

La formation brute de capital fixe (FBCF) en termes réel a été obtenue de la base WDI. La série se présente comme suit :

Graphique 2 : Evolution du stock de capital par tête depuis 1980



Source : Auteur, données issues de la Banque mondiale, WDI.

1- Cette étude regroupe 84 pays de toutes les régions dont 19 pays au Sud du Sahara. Deux pays de la zone UEMOA à savoir le Mali et le Sénégal figurent dans l'échantillon

Quel facteur a le plus contribué à la croissance au cours de la période 1980-2014 ? Pour répondre à cette question, nous supposons une fonction de production de type Cobb-Douglas à rendement d'échelle constant de la forme :

$$Y = AK^\alpha L^{1-\alpha} \quad (4)$$

La part du capital α est obtenue en faisant la régression du PIB par tête sur le capital par tête. La valeur de α est sensiblement égale à 0,32².

Tableau 1 : Décomposition de la croissance du PIB entre 1980-2014

Périodes	Croissance				Contribution à la croissance (en %)		
	PIB par tête	Capital	Travail	PGF	Capital	Travail	PGF
1980-1985	-2,66	23,82	3,42	-7,52	7,62	2,33	-12,21
1986-1991	-3,92	9,17	3	-21,35	2,94	2,04	-8,65
1992-1997	4,6	4,73	3,32	9,89	1,52	2,26	0,83
1998-2005	-1,01	3,88	3,2	19,37	1,24	2,18	-4,3
2006-2014	5,03	4,34	3,45	2,82	1,47	2,36	1,43
1980-2014	0,49	8,88	3,25	1,68	2,86	2,33	-4,68

Source : Auteur, données issues de la base WDI.

En subdivisant la période d'analyse en cinq principales phases, nous remarquons (voir tableau 1) que la contribution du capital à la croissance s'est dégradée au fil du temps. Parallèlement, celle du travail est restée presque statique sur la période. Pour la PGF, le constat qui se dégage est que sa contribution à la croissance a été pratiquement négative sur la plupart des sous-périodes et sur l'ensemble de la période analysée. Ces résultats sont pratiquement similaires à ceux obtenus par Lundstrom et Garriodo (2010). Dans leurs études, ces deux auteurs tirent la conclusion selon laquelle la décomposition de la croissance suivant le principe de la comptabilité pour le Togo montre une relation négative ou une absence de croissance expliquée par l'accumulation du capital physique, l'accumulation du capital humain et la productivité globale des facteurs. Seule la croissance du facteur travail contribue substantiellement à expliquer la croissance du PIB au Togo.

Tableau 2 : Décomposition de la croissance du PIB entre 1960 et 2007.

Période	Croissance du PIB	Capital	Capital humain	Travail	PGF	Croissance du PIB par tête
1960s	1,2%	0,3%	0,4%	2,4%	-1,9%	-2,0%
1990s	2,2%	-0,1%	0,3%	2,1%	-0,1%	-0,5%
2000-2007	2,0%	0,4%	0,5%	1,8%	-0,7%	-0,8%

Source : Lundstrom et Garriodo (2010)

2-Cette valeur est proche de celle obtenue par Bosworth et Collins (2003). Ces auteurs ont obtenus pour les pays analysés une valeur de 0,35.

Peut-on expliquer ces contributions ? La réponse n'est pas évidente mais certains faits peuvent être expliqués. La contribution presque statique observée du facteur travail est probablement due au manque d'amélioration de la qualité de ce facteur. Bien que le pays ait connu une amélioration significative des taux de scolarisation et d'alphabétisation, la qualité de l'enseignement et surtout du système éducatif n'offre pas jusque-là des opportunités pour tirer parti de la croissance démographique dont le pays bénéficie. S'agissant du capital physique, sa contribution s'explique par la quantité et la qualité des investissements qui demeurent faibles sur la période. La faiblesse des investissements est souvent attribuée à plusieurs facteurs notamment, le coût du crédit, l'instabilité de l'environnement macroéconomique, le rendement du capital etc. En résumé, la croissance économique au Togo est expliquée par le travail et le capital. La PGF a eu une contribution irrégulière sur les sous-périodes et négative sur toute la période sus-analysée. Nous nous posons alors la question sur ce qui explique ces productivités observées ? Pour répondre à cette interrogation, nous estimerons dans la section suivante, la relation entre la croissance et les principaux déterminants identifiés plus haut.

4.2- Analyse économétrique de l'effet des facteurs sur la croissance économique

Le diagnostic réalisé sur les déterminants de la croissance a présenté les évidences théoriques et empiriques montrant que des taux de croissance élevés du PIB par tête sont associés à un capital humain important, des institutions fortes, une politique économique efficace, une stabilité des taux de change, un niveau d'inflation adéquat, etc. Nous nous posons donc la question de l'effet sur la croissance économique des efforts déployés par le Togo pour l'amélioration des indicateurs précédents.

4.2.1- Caractéristiques statistique des données

Les relations linéaires entre les séries n'ont de sens que si les variables supposées explicatives ne sont pas liées entre elles. Les conséquences de la colinéarité statistique entre les variables explicatives sont énormes. Elle conduit à des coefficients de régression très élevés en valeur absolue, à des signes contraires à l'intuition et à des variances des estimateurs très élevées. De plus les coefficients de régression et le coefficient de corrélation multiple sont instables en présence de colinéarité entre les variables. La colinéarité statistique crée donc des difficultés importantes dans l'interprétation des résultats. Il convient d'examiner les séries avant leur utilisation dans le modèle. Ainsi, l'analyse de la corrélation (voir annexe, Tableau 1) entre les séries montre qu'elles sont faiblement corrélées entre elles. Autrement dit, la nature des séries ne permet pas de pré-supposer l'existence d'une colinéarité entre les variables explicatives.

4.2.2 Caractéristiques dynamiques des données

Les travaux de Granger (1986), Engel et Granger (1987) ont montré que la relation de long terme entre deux séries n'a de sens que lorsque ces séries sont stationnaires et cointégrées. Puisque la plupart des séries macroéconomiques ne sont pas stationnaires, il s'avère nécessaire de déterminer l'ordre d'intégration des séries avant de les utiliser dans les régressions. Les tests

de Dickey-Fuller effectués sur les données sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : Test de racine unitaire des séries

Variabes	ADF	Seuil de 5%	Ordre d'intégration
Pibh	-9,231025	-1,95	
Cred	-7,472513		1
Inv	-5,565941		1
Pac	-5,373007		1
Inf	-6,073396		1
Deft	-10,89985		1
Hcap	-3,250915		1
Ouv	-6,765847		1
Ide	-6,527284		1
Icc	-4,235202		1
Agr	-6,765847		1

Source : nos estimations

L'observation du *tableau 3* montre qu'au seuil de 5% toutes les variables sont intégrées d'ordre 1 car les statistiques ADF sont inférieures à la valeur du seuil. Ainsi, il est possible d'établir une relation entre ces variables à court terme. Cependant, une telle analyse ne permet pas d'établir une relation de long terme entre les variables. Pour ce faire nous devons tester l'hypothèse de la cointégration entre les variables. Le test sur le résidu du modèle de long terme conduit aux résultats suivant.

Tableau 4 : Test du résidu du modèle de long terme

Variable	ADF	Valeur seuil (5%)	Ordre d'intégration
Résidu	-6,230369	-1,95	I(0)

Source : nos calculs

Les résultats du tableau montrent que le résidu de long terme est stationnaire. Nous pouvons alors admettre l'hypothèse de cointégration entre les séries.

4.2.3- Résultats des estimations

D'après ce qui précède, la relation de long terme entre le taux de croissance du PIB et les différentes variables peut donc être estimée par un modèle à correction d'erreur (ECM). Les résultats de l'estimation du modèle de long terme sont présentés dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Résultats de l'estimation du modèle de long terme

Variables	Coefficients	t_statistics	Significativité
Investissement	0.103	0.431	
Population	2.861	3.096	***
Capital humain	0.170	2.041	*
Inflation	0.485	5.995	***
Déficit (% du PIB)	-0.174	-4.039	***
Ouverture extérieure	-0.879	-3.799	***
Invest. Direct étranger	-1.635	-1.954	*
Corruption	-5.112	-1.457	
Approfondissement financier	0.515	2.125	**
Part de l'Agric. dans le PIB	-0.773	-3.821	***
Constante	36.397	3.171	***
R ²	0,77		
DW	1,70		
F_statistic	6,162		
Prob(F_Statistic)	0,000235		

Source : Estimation de l'auteur. * ; ** ; *** traduisent la significativité respectivement à 10%, 5% et 1%.

Les résultats du tableau 5 montrent que la statistique de Fisher est égale à 6,029 et sa probabilité sensiblement égale à zéro. On peut donc conclure que le modèle estimé est globalement significatif. De plus le $R^2 = 0,77$ indique que 77% des variations du taux de croissance économique sont expliquées par les variables du modèle. Le modèle ci-dessus estimé traduit la dynamique de long terme du taux de croissance économique. Il ne rend pas compte des ajustements de court terme. Ainsi pour tenir compte de la dynamique de court terme, nous devons estimer par les MCO le modèle sur les différences et le terme d'erreur du modèle de long terme. Les résultats de cette estimation sont fournis dans le tableau 6 ci-dessous :

Tableau 6 : Résultats de l'estimation du modèle de court terme

Variables	Coefficients	t_statistics	Significativité
D(Investissement)	0.177	0.690	
D(Population)	2.741	2.553	**
D(Capital humain)	0.036	0.114	
D(Inflation)	0.379	3.752	***
D(Déficit (% du PIB))	-0.118	-3.608	***
D(Ouverture extérieure)	-0.860	-2.818	**

D(Invest. Direct étranger)	-1.215	-1.811	*
D(Corruption)	-0.163	-0.042	
D(Approfondissement financier)	0.590	2.105	**
D(Part_Agric_PIB)	-0.693	-4.334	***
Constante	-0.084	-0.150	
Ecm	-0.705	-2.236	**
R ²	0.884		
DW	1,79		
F_statistic	11,421		
Prob(F_Statistic)	0,000004		

Source : nos estimations, *, **, *** traduisent la significativité à 10%, 5% et 1%. D(.) désigne l'opérateur de différence.

Les résultats de l'estimation (tableau 6) montrent que nous pouvons admettre l'hypothèse d'un ECM. En effet, l'observation des résultats montre que le coefficient associé à la force de rappel est négatif (-0,705) et significativement différent de zéro au seuil de 5%. Il existe donc un mécanisme à correction d'erreur : à long terme les déséquilibres entre le taux de croissance et les variables du modèle se compensent de sorte que les séries ont des évolutions synchroniques. Le modèle de court terme reste globalement significatif.

4.2.4- Interprétations des résultats

Les résultats obtenus à l'issu des deux estimations montrent que la croissance économique au Togo est influencée par la plupart des variables retenue dans le modèle. A court terme aussi bien qu'à long terme, l'analyse montre que les variables liées à l'*accumulation* ont un effet positif mais non significatif sur la croissance économique à l'exception de la croissance démographique qui a un effet significatif. S'agissant des variables liées aux *changements structurels* et à la *stabilité macroéconomique*, elles ont un effet significatif. Cependant cet effet est négatif sur le taux de croissance économique à l'exception du taux d'inflation et de l'approfondissement financier qui ont un effet positif. Enfin la variable *institutionnelle* a un effet négatif mais non significatif sur la croissance économique au Togo.

Dans les deux estimations l'apport de la population active à la croissance économique est significatif. Les résultats indiquent qu'un accroissement de la population active de 1% se traduit par une hausse de la croissance de 2,74% à court terme et de 2,86% à long terme. Un tel résultat est similaire à celui obtenu par Lundstrom et Garrido (2010), qui montrent qu'une part importante de la croissance économique au Togo est expliquée par la croissance de la population active.

Les résultats des modèles montrent qu'à court terme aussi bien qu'à long terme, les déficits budgétaires accumulés par l'Etat ont un impact négatif sur la croissance économique au Togo. A court terme, une augmentation de 1% du déficit se traduit par une baisse de la croissance

de 0,12% alors qu'à long terme cette baisse est de 0,17%. Certes, dans la théorie keynésienne l'usage du déficit public est vu comme un moyen pour relancer la croissance à travers le financement d'infrastructures. Par l'intermédiaire de l'effet multiplicateur et des externalités, ce déficit aura un effet positif sur la croissance. Cependant, il convient de noter que l'effet positif des déficits dépend de la manière dont les ressources sont utilisées pour générer la croissance. Dans une économie où le déficit n'est pas créé dans le sens de la production de richesses à travers le financement des projets rentables ou la construction d'infrastructures de qualité, il peut constituer un frein et nuit à la croissance économique du pays. Cela peut être le cas observé dans le cadre de cette analyse.

L'ouverture extérieure et le flux des investissements directs étrangers ont un impact négatif et significatif sur la croissance économique au Togo. A court terme, une ouverture de 1% se traduit par une baisse de la croissance de 0,86% alors qu'à long terme cette baisse est de 0,88%. De même un accroissement du flux des IDE de 1% se traduit par une baisse de la croissance de 1,21% à court terme et une baisse de 1,63% à long terme. Ces résultats s'expliquent par l'absence de compétitivité de l'économie nationale qui impose d'une part, une importation massive de produits étrangers surtout de consommation et d'autre part une sortie massive de capitaux vers d'autres pays. Comparativement à certains pays le coût de réalisation des affaires reste encore très élevé. Ceci dissuade beaucoup d'investisseurs. Cet effet est amplifié par le cadre institutionnel qui se caractérise par une corruption élevée avec un impact négatif sur la croissance économique.

Les résultats particuliers concernent l'effet de l'agriculture et de l'inflation sur la croissance économique au Togo. S'agissant de la part de l'agriculture dans le PIB, les estimations montrent qu'un accroissement de la part de 1% du secteur agricole dans le PIB se traduit par une baisse de la croissance de 0,69% à court terme et une baisse de 0,77% à long terme. Ce résultat s'explique par la forte dépendance³ du pays vis-vis de l'agriculture. En d'autres termes les pays les moins dépendants de l'agriculture ont tendance à croître plus rapidement que ceux fortement dépendants de l'agriculture. Ce résultat a été obtenu dans les travaux de Nicet-Chenaf et Rougier (2014) pour le cas des pays hors-MENA.

Enfin, l'inflation apparaît comme un facteur de croissance économique au Togo à court terme aussi bien qu'à long terme. A court terme un accroissement du taux d'inflation se traduit par une hausse de la croissance de 0,38% alors qu'à long terme cet accroissement n'est que de 0,49%. Dans les deux cas l'effet est significatif. En général l'impact du taux d'inflation sur la croissance économique dépend de son ampleur. Une inflation maîtrisée favorise la croissance par une relance de la consommation. Au contraire, une forte inflation est nocive à la croissance. Le résultat obtenu montre que le niveau de l'inflation au Togo est en deçà du taux d'inflation qui devrait affecter négativement la croissance. En d'autre terme, le Togo disposerait une marge de manœuvre pour relancer sa croissance en créant un certain degré d'inflation. Il existerait donc un taux d'inflation « optimal⁴ » qui permettrait de soutenir la croissance économique au Togo.

3-Le secteur agricole occupe près de 80% de la population active et se caractérise par une faible productivité.

4-Les travaux de (Drukker et al. 2005), Combey et Nubukpo (2010) ont montré que le seuil d'inflation à partir duquel un arbitrage entre inflation et croissance est effectif est égal à 8,1%. Des études approfondies pourraient contribuer à affiner ces réflexions.

Ainsi le Togo se retrouve dans la catégorie de certains pays hors UEMOA tels que le Ghana, la Sierra Leone, la Gambie et le Nigéria (voir tableau 7). Mais dans la mesure où le pays est membre d'une Union Economique et Monétaire, ce résultat incite à s'interroger sur la cible d'inflation dans les pays de l'UEMOA et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ainsi que sur le régime de change en vigueur qui contraint les pays de l'UEMOA à maintenir le niveau d'inflation bas.

Tableau 7 : Inflation et croissance dans quelques pays entre 2000 et 2014

Pays	Taux d'inflation annuel moyen (%)	Taux de croissance moyen du PIB par habitant (%)
Ghana	16,41	3,97
Sierra Leone	13,57	4,08
Nigéria	12,24	3,65
Gambie	6,36	0,37
Cap vert	2,24	4,90
Togo	2,84	-0,21
Burkina Faso	2,78	2,80
Bénin	3,49	0,92
Cote d'Ivoire	2,93	-0,83
Sénégal	2,07	1,06

Source : Calculs de l'Auteur, données de la Banque mondiale, WDI.

Conclusion de l'étude

Cette étude a eu comme objectif d'identifier les principaux facteurs explicatifs de la croissance économique au Togo sur la période 1980-2014. En utilisant deux approches complémentaires notamment celle basée sur la comptabilité de la croissance et l'estimation économétrique, il ressort que plusieurs facteurs contribuent à expliquer la dynamique de croissance au Togo. L'analyse basée sur la comptabilité de la croissance montre que la croissance est expliquée en grande partie par l'accroissement de la population active et moyennement par le stock de capital. La contribution de la productivité globale des facteurs à la croissance reste négative sur toute la période. L'estimation économétrique met en évidence trois types de variables, celles d'*accumulation*, celles liées aux *changements structurels* et à la *stabilité macroéconomique*, enfin, celles *institutionnelles*. L'analyse montre un faible effet positif des variables d'accumulation sur la croissance économique. S'agissant des variables liées aux changements structurels et à la stabilité ainsi que des variables institutionnelles, leur effet est pratiquement négatif à l'exception de quelques-unes d'entre elles.

Ainsi, en termes d'implications de politiques économiques, les résultats obtenus indiquent que le Togo doit poursuivre des efforts en matière de renforcement du cadre institutionnel ou de la gouvernance, de promotion d'investissement productifs, d'investissement en capital humain et la lutte contre le chômage des jeunes.

Références Bibliographiques

- Acemoglu D., Johnson S. et Robinson J. A. (2004)**, “Institutions and the Fundamental cause of Long-run growth”, Centre for Economic Policy Research, Discussion Paper, No 4458.
- Agénor, P.-R. and Canuto O., (2012)**. “Middle-Income Growth Traps.” World Bank Policy Research Working Paper 6210, The World Bank, Washington DC.
- Aghion P. et Howitt P. (1998)**, “**Endogenous Growth Theory**”, MIT Press, Cambridge, traduction française 2000, Dunod, Paris.
- Alesina A., et Perotti R., (1994)**, “The political economy of growth: a critical survey of the recent literature”, *The World Bank Economy Review*, vol 8, n°3, pp 351-371.
- Barbone L., Zaldueño J. (1996)**, “EU, Accession and Economic Growth: The Challenge for Central and Eastern European Countries”, World Bank.
- Barro R. et Sala-i-Martin X. (1995)**, “Convergence across States and Regions, Brookings Papers on Economic Activity” 1, pp. 107-183.
- Barro R. (1991)**, “Economic Growth in a cross-section of Countries, Quarterly Journal of Economics, vol. 106, pp. 407- 443.
- Barro R. et Sala-i-Martin X., (1996)** “Economic Growth”, New York, McGraw-Hill
- Baumol W. J. (1986)**, “Productivity Growth, Convergence and Welfare: What the Long-Run Data Show?” *American Economic Review*, vol. 76, pp.1155- 1159.
- Baumol W. J., Richard R., Nelson E., and Wolff N. (1994)**, *Convergence of Productivity: Cross-National Studies and Historical Evidence*. Londres: Oxford University Press.
- Becker G. (1964)**, “Human Capital: A theoretical Analysis, with Special Reference to Education”, Columbia University Press, New York.
- Berg, A., Ostry J. D., and Zettelmeyer J. (2012)**, “What makes growth sustained?” *Journal of Development Economics*, 98: 149-166.
- Bosworth B. and S. Collins S. (2003)**, “The Empirics of Growth: An Update”, Brookings Panel on Economic Activity.
- Caballero R. et Jaffee A., (1993)**, “How high are the giants shoulders: an empirical assessment of knowledge spillovers and creative destruction in a model of economic growth”. Dans B. Bernanke et J. Rotemberg (eds), *NBER Macroeconomics Annuals* MIT.
- Caballero R. et Engel E. (1998)**, “Nonlinear Aggregate Investment Dynamics: Theory and Evidence”, *NBER Working Paper*, n° 6420.
- Clague C. Keefer P. et Olson M. (1996)** “Property and Contract Rights in Autocracies and Democracies,” *MPRA Paper 25720*, University Library of Munich, Germany.
- Combey A. et Nubukpo K. (2010)**, “Les effets non linéaires de l’inflation sur la croissance dans l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine”, Communication au Colloque de l’Institut Monétaire.
- De Long J. B. (1988)**, “Productivity Growth, Convergence and Welfare: A Comment”, *American Economic Review*, 78: pp. 1138 – 1154.

Dollar D., et Kraay A. (2001), “Growth is Good for the Poor”, *Journal of Economic Growth*, vol.7, n°3, September, pp.195-225.

Dollar D. (2003), “Trade, Growth and Poverty”, *the Economic Journal*, vol. 114, pp 22-49.

Drukker D., Gomis-Porqueras P., Hernandez-Verme P. (2005), “Threshold Effects in the Relationship between Inflation and Growth: A New Panel-Data Approach”, Paper Presented in the 11th International Conference on Panel Data, February 2005, 18 pages.

Eichengreen, B., Park D., and Shin K. (2011),. “When Fast Economies Slow Down: International Evidence and Implications for China.” Working Paper No. 16919, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

Engle R. E. et Granger C. W. J. (1987), “Cointegration and Error-Correction: representation, estimation and testing”, *Econometrica*, vol. 55, Mars.

Edison H. (2003), “Qualité des institutions et résultats économiques : un lien vraiment étroit ?”, *Finances et développement*, juin, p.36.

Felipe J. (2012). “Tracking the Middle-income Trap: What Is It, Who Is in It, and Why?” ADB Working Papers Series N°306, The Asian Development Bank, Manila.

Granger C. W. J., (1986), “Investigating Causal Relations by Econometrics Models and Cross Spectral Methods”, *Econometrica*, vol. 37.

Helpman E. et Trajtenberg M. (1998) “A time to sow and a time to reap: growth based on general purpose technologies. in E. Helpman (ed) General Purpose Technologies and Economic Growth”, Cambridge: MIT Press.

Hénin, P.-Y. et Ralle, P. (1994), “Les nouvelles théories de la croissance : quelques apports pour la politique économique”, *Revue économique*, 44, hors série.

Imbs, J. and R. Wacziarg. (2003), “Stages of diversification.” *American Economic Review*, 93: 63-86.

Jones C. I. (1999), “Growth: with or without scale effects”, *American Economic Review*, vol. 89, pp. 139 – 144.

Joseph A., Raffinot M. & Venet B. (1998), «Approfondissement Financier et Croissance : Analyses Empiriques en Afrique Sub-saharienne», *Techniques Financières et Développement* 52, 17–25.

Keho Y. (2007), «Efficacité Macroéconomique du Crédit en Cote d’Ivoire : Une Approche en termes de Causalité», *Revue Ivoirienne des Sciences Economiques et de Gestion (RISEG)*, 11(2), 38–55.

Kim, J.-I. and Lau L. J. (1994), “Sources of Economic Growth of the East Asian Newly Industrialized Countries”, *Journal of the Japanese and International Economies*, 8: 235-71.

Lucas R., (1988), “On the Mechanics of Economic Development”, *Journal of Monetary Economics*, 22, 3-42.

Lundstrom S., and Garrido L., (2010), “Togo Growth Diagnostic”, Policy Research Working Paper 5509, pp. 1-63, World Bank.

Mac Millan, M. and D. Rodrik (2011), “Globalization, structural change and productivity growth.” NBER Working Paper No. 17143, Washington DC: National Bureau of Economic Research

Mankiw, N.G., Romer, D., Weil, D. (1992), “A Contribution to the Empirics of Economic Growth”, *Quarterly Journal of Economics*, 107(2): 407-37.

Mincer J. (1974), “*Schooling, Experience, and Earnings*”. New York: Columbia University Press.

Nicet-Chenaf D., Rougier E. (2014) “What is so specific with Middle- East and North-African pattern of growth and structural change? A quantitative comparative analysis”, *Cahiers du GREThA*, n°2014-23.

North D. C. (1981), “*Structure and Change in Economic History*”, W. W. Norton & Co., New York.

North D.C. (1990), “*Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*”. Cambridge University Press.

Panagariya A. (2010), “Sortir de la pauvreté”, *Finances & Développement*, Septembre

Rodrik D., Subramanian A., et Trebbi F. (2002), “Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Integration and Geography in Economic Development”, *IMF Working Papers*, 02/189

Romer P. (1986), “Increasing Returns and Long Run Growth”, *Journal of Political Economy*, vol. 94: pp. 1002-1037.

SCAPE (2012), “Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l’Emploi, Version provisoire”, République Togolaise.

Schultz T. (1961), “Investment in Human Capital,” *American Economic Review* LI, March.

Solow R. M. (1956), “A Contribution to the Theory of Economic Growth”, *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), p. 65-94.

Soumare S (2009), «*Contribution du financement bancaire à la croissance économique en Afrique Subsaharienne : l’expérience Malienne*», Programme de Formation en Gestion de la Politique Economique

Spence M. (1974). “Market Signalling: Informational Transfer in Hiring and Related Screening Processes”, Harvard University Press, Cambridge.

Temple, J. and Woebmann L. (2006), “Dualism and cross country growth regressions.” *Journal of Economic Growth*, 11: 187–228.

World Bank. (2012). “China 2030: Building a Modern, Harmonious, and Creative High-Income Society”. Washington, DC: The World Bank.

Annexes

Tableau I : Corrélation entre les séries

PIBH	1.000000																		
POPULATION	0.227421	1.000000																	
CAPITAL HUMAIN	0.149566	0.471681	1.000000																
CORRUPTION	0.063090	0.086787	0.055444	1.000000															
CREDIT	-0.090131	0.000222	0.047691	0.096693	1.000000														
DEFICIT	-0.036587	0.345928	0.205415	0.061612	0.138600	1.000000													
INFLATION	0.354500	0.006292	-0.099993	0.050386	-0.033538	-0.173907	1.000000												
INVESTISSEMENT	0.238929	0.150721	0.080198	0.235756	0.310729	-0.029334	0.246269	1.000000											
INVESTISSEMENT DIRECT ET	0.241944	-0.091110	0.482103	-0.212956	-0.031132	-0.028168	0.091442	0.114765	1.000000										
OUVERTURE EXTÉRIEURE	-0.098179	-0.295208	-0.069408	0.098401	0.162780	-0.357051	0.343993	0.109629	-0.499092	1.000000									
PART DE L'AGRICULTURE DA	-0.112448	-0.228819	-0.137050	-0.353260	-0.494579	0.023637	-0.111334	-0.052040	-0.002418	-0.166529	1.000000								

Tableau 2 : Résultats de l'estimation du modèle de long terme

Dependent Variable: PIBH

Method: Least Squares

Date: 03/28/15 Time: 20:58

Sample: 1980 2014

Included observations: 35

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INVESTISSEMENT	0.103367	0.239523	0.431554	0.6707
POPULATION	2.861013	0.923982	3.096396	0.0057
CAPITAL_HUMAIN	0.170284	0.083413	2.041451	0.0546
CORRUPTION	-5.111629	3.508441	-1.456952	0.1607
DEFICIT	-0.174013	0.043076	-4.039697	0.0006
INFLATION	0.484979	0.080891	5.995479	0.0000
CREDIT	0.514752	0.242220	2.125139	0.0462
OUVERTURE_EXTERIEURE	-0.879160	0.231391	-3.799455	0.0011
PART_DE_L_AGRICULTURE_DA	-0.772682	0.202211	-3.821158	0.0011
INVESTISSEMENT_DIRECT_ET	-1.635068	0.836507	-1.954638	0.0647
C	36.39716	11.47813	3.171000	0.0048
R-squared	0.772168	Mean dependent var		0.021267
Adjusted R-squared	0.646860	S.D. dependent var		5.346268
S.E. of regression	3.177052	Akaike info		5.429781
Sum squared resid	201.8732	Schwarz criterion		5.979432
Log likelihood	-74.87649	F-statistic		6.162168
Durbin-Watson stat	1.707415	Prob(F-statistic)		0.000235

Tableau 2 : Résultats de l'estimation du modèle de court terme

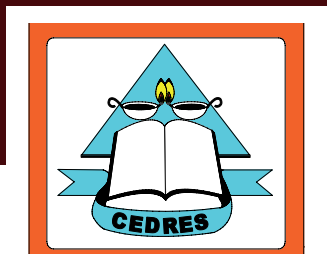
Dependent Variable: DPIBH

Method: Least Squares

Sample (adjusted): 1981 2014

Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DINVESTISSEMENT	0.177778	0.257533	0.690312	0.4988
DCAPITAL_HUMAIN	0.036623	0.321462	0.113928	0.9106
DCORRUPTION	-0.162687	3.799532	-0.042818	0.9663
DDEFICIT	-0.118651	0.032884	-3.608185	0.0020
DINFLATION	0.379155	0.101051	3.752116	0.0015
DINVESTISSEMENT_DIRECT	-1.215175	0.670962	-1.811094	0.0868
DOUVERTURE_EXTERIEURE	-0.860956	0.305443	-2.818713	0.0114
DPART_AGRICULTURE_PIB	-0.693221	0.159956	-4.333829	0.0004
DPOPULATION	2.741265	1.073522	2.553524	0.0200
DCREDIT	0.590033	0.280347	2.104653	0.0496
ECM	-0.705782	0.315551	-2.236662	0.0382
C	-0.084616	0.563585	-0.150140	0.8823
R-squared	0.883906	Mean dependent var		0.368341
Adjusted R-squared	0.806510	S.D. dependent var		7.292661
S.E. of regression	3.207856	Akaike info criterion		5.464177
Sum squared resid	185.2261	Schwarz criterion		6.065526
Log likelihood	-71.69474	F-statistic		11.42059
Durbin-Watson stat	1.788414	Prob(F-statistic)		0.000004



03 BP 7210 Ouagadougou 03. Burkina Faso
Tél. : (+226) 25 33 16 36 Fax : (+226) 25 31 26 86
Email : lecourrier@cedres.bf , Site web : www.cedres.bf